



Déclaration liminaire au CTSD du 05 février 2021

Madame la Directrice académique,

Le 26 janvier, un tiers des enseignant.es du premier degré et 40 % du second degré étaient en grève pour exiger un plan d'urgence pour le service public d'éducation.

Pour la FSU, ce plan s'articule autour de revendications maintes fois énoncées :

- une revalorisation de tous les personnels de l'Éducation nationale
- une reconnaissance de notre professionnalité
- des moyens à la hauteur des besoins, propres à faire face aux enjeux d'une situation sanitaire inédite et dédiés à la réduction des inégalités.

À la rentrée prochaine, le premier degré bénéficiera de nouvelles créations de postes pour poursuivre la politique de dédoublement en éducation prioritaire et d'allègement en cycle 2 en milieu ordinaire. Des créations par redéploiement de moyens au détriment du second degré ! Au moins 23 ETP HP supprimés, en partie masqués par au moins + 11 ETP HSA en Isère pour les collèges et les SEGPA. Comment s'en satisfaire ?

La répartition des moyens académiques nous est favorable, en raison du poids de l'éducation prioritaire et des P/E comparés. Comme la baisse démographique se poursuit, cela permet d'afficher des moyennes d'école un peu moins élevées que les années précédentes, d'améliorer notre P/E et d'avancer dans la concrétisation des priorités ministérielles. Vous nous signalez, dans le document préparatoire, 152 fermetures évitées pour mettre en place les classes à 24. Pour autant, le différentiel entre attributions et retraits (hors 100% réussite) est de – 45 postes.

Les 16 postes alloués à notre département ne permettent pas d'alléger les effectifs de classe de manière homogène. En limitant les classes de GS et CP à 24 en milieu ordinaire et les classes dédoublées à 12 (plus souvent à 15 ou 16) en éducation prioritaire, la répartition pédagogique se complexifie, source de tension au sein des équipes : double voire triple niveaux chargés à certains endroits, classes non prioritaires à plus de 26 en élémentaire ou avoisinant les 30 en maternelle. Si la réussite est corrélée en grande partie aux effectifs, il faut en faire bénéficier l'ensemble de nos élèves !

La dotation n'est pas non plus suffisante pour :

- accorder une attention particulière aux RASED et ainsi les reconstituer au complet partout sur le territoire ;

- abonder les postes de remplacement, alors que les besoins sont criants cette année sur notre département ;
- ouvrir des postes d'UPE2A, alors que les 9h allouées réglementairement ne sont pas honorées ;
- recréer les PMQC, disparus sans qu'un bilan qualitatif n'ait été dressé, au-delà des satisfecit exprimés en CDEN de rentrée, lorsque le précédent ministre était aux commandes.

Des moyens vont être consacrés à l'amélioration des décharges de direction, à hauteur d'au moins 15 ETP. C'est une entrée que nous défendons, mais sans aide administrative pérenne (supprimée brutalement par M. Blanquer), sans allègement des tâches, sans revalorisation conséquente de la fonction, sans augmentation significative des décharges de toutes les écoles, cela reste du saupoudrage pour des personnels épuisés et déçus par le manque de perspectives.

Concernant les AESH, la FSU alerte depuis des années sur la situation de ces personnels et particulièrement sur leur rémunération qui reste largement insuffisante au regard de leurs missions. Nous sommes régulièrement alertés par des AESH affectés en PIAL sur la dégradation de leurs conditions de travail ou encore les difficultés à obtenir des réponses. Nous demandons un bilan de la mise en place de ces dispositifs d'ici le mois de juin.

En 1996, 7,7 % du PIB étaient consacrés au budget de l'Éducation. Aujourd'hui, ce ne sont que 6,6%, soit le choix délibéré de se priver de 25 milliards d'euros.

Cela alors que, selon Bercy, un confinement avec fermetures d'écoles coûte environ 20 milliards d'euros par mois, mais 9 à 10 milliards en maintenant les écoles ouvertes (sans compter les incalculables conséquences psychosociologiques). Autrement dit, maintenir les écoles ouvertes sous confinement fait gagner 10 milliards par mois au PIB.

On nous impose donc de subir le sous-investissement persistant de notre système éducatif. Vous comprendrez là encore la fatigue et la colère exponentielles des personnels !

Nous le redisons, l'École est tenue à bout de bras par les personnels qui font preuve d'un sens aigu du service public et témoignent d'une conscience professionnelle exemplaire dans la crise que nous traversons. Dans ce contexte, l'abaissement imprévu de l'âge pour bénéficier d'un temps partiel prioritaire passe mal auprès de nombreux collègues, tout comme la non mise en place de notre proposition de modalités innovantes pour obtenir un temps partiel à 80 %, alors que cette organisation plus favorable est offerte dans d'autres départements.

Un rapport du Conseil National de la Productivité alerte par ailleurs sur les conséquences de la crise sanitaire : *"Les expériences étrangères et antérieures laissent penser que les retards d'apprentissage observés aujourd'hui en France suite au confinement seront persistants. Ils se traduiront par des compétences plus faibles pour tous les écoliers affectés, avec un effet négatif sur la productivité future. Ces retards ne seront pas rattrapés, à moins d'en faire un objectif*

affiché de la politique éducative". Le même CNP recommande "d'envisager des politiques dont l'objectif spécifique serait de garantir le rattrapage des compétences non acquises en raison de la Covid-19".

Ce n'est pas la politique à marche forcée de J.M Blanquer, consistant en un pilotage par les chiffres, en la diffusion de guides multicolores et la réécriture des programmes de maternelle, en un recadrage des contenus de formation, en une disparition programmée des REP..., qui permettra ce rattrapage !

L'urgence est aujourd'hui celle d'une autre politique éducative en faveur de la réussite de tous les jeunes pour tenter de réparer les dégâts infligés à l'École depuis des années. Il faut renouer avec la création de postes dans tous les métiers et revaloriser les carrières et les rémunérations de tous les personnels de l'Éducation. C'est un investissement indispensable, au même titre que la défense globale des services publics. Nous l'avons rappelé lors de la journée de grève interprofessionnelle du 4 février.